

HN

113-114

31

E34

U. 113-114

1923

Le Nord qui s'ouvre

EN août 1921, Nomingue célébrait dans des fêtes paroissiales, presque familiales, le cinquantenaire de prêtreise de son fondateur et premier curé, le R. P. Marcel Martineau, S. J., et les noces d'or d'un des tout premiers colons de cette paroisse, M. Vital Martineau, frère et compagnon de labeur du précédent. *Le Devoir* avait alors publié sur la percée du Nord cinq articles que l'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE veut aujourd'hui réunir. Ces pages rappelleront le souvenir du P. Martineau, qui vient de mourir, et proposeront à notre jeunesse qui émigre le robuste exemple de nos grands-pères, conquérants du sol.

La colonisation n'est pas seulement « l'une des plus importantes questions sociales, écrivait le juge de Montigny en 1884, elle est plutôt la *solution* », le remède effectif à notre épouvantable coulage de forces. Nous perdons cette année plus de vingt mille jeunes gens, de quoi créer dix mille foyers, cinquante paroisses, d'une valeur immobilière de cent millions. Les vieilles terres, plus ou moins ruinées, ne paient pas. Les terres neuves, très fertiles, sont encore peu connues, cependant que les États-Unis, toujours trop connus, attirent par des salaires qui sautent aux yeux et qui donnent l'illusion du bien-être ou même du bonheur. Comme si le bonheur était une question d'argent... Non, l'homme ne vit pas seulement de pain; la patrie n'est pas le lieu où l'on

mange, et le retour précipité de plusieurs familles que torture le mal du pays, qui préfèrent les joies du chez-nous plus humble aux bruyantes trépidations de l'étranger, donnent aux observateurs l'espoir que le bon sens traditionnel de nos gens reprendra le dessus et qu'après quelques mois de tempête ils se remettront aux travaux moins dorés mais plus sains de la construction de foyers solides dans leur patrie, qui les réclame.

Dans les moments de crise, les raisons de piastres et de sous sont les seules qui vaillent: ventre affamé n'a pas d'oreilles pour les considérations spirituelles et poétiques. Mais la réaction s'opère tôt ou tard et les raisons du cœur ont leur revanche. Ne nous laissons donc pas de faire l'éducation patriotique, d'en appeler à la partie supérieure de l'âme, de montrer l'exemple de nos pères. Et puis si nous offrions aussi des arguments sonnants, du pratique, de l'argent à faire, du plaisir et du bien-être, meilleurs et plus sûrs que ceux de là-bas, du repos en famille après les années rudes; si nous rendions la conquête des foyers appétissante aux colons, si nous faisons la montée vers les terres neuves presque aussi belle que la descente vers l'exil, si nous recrutons ensuite les colons comme d'autres recrutent les déserteurs, soyons sûrs que la colonisation nous ouvrirait les vingt paroisses que nous donnons cette année aux Américains.

La trouée des Laurentides, si dure et si ingrate, semble une gageure, un défi; elle est un record dans l'histoire du défrichement; elle est une réponse faite en 1880 à ceux qui soutiendront en 1930 que notre race perd de ses qualités agricoles. En eût-elle perdu la moitié de ces qualités, il lui en reste encore assez pour être éminemment colonisatrice: il suffit de causer dix minutes avec les trois-quarts des cultivateurs des cantons neufs et

avec la moitié de ceux des vieilles paroisses pour conclure à l'excellence de notre race des campagnes et à l'urgence absolue de la transplanter avant qu'elle n'aille se multiplier au profit des autres.

Deux remarques: la colonisation héroïque racontée ici est plus admirable qu'imitable; que le lecteur sache bien que les conditions d'aujourd'hui de sol, d'accès et de rendement ne font plus du colon un forçat de la misère noire. Deuxièmement, la région du Nomingue, qui ne fut jamais l'idéal, n'est presque plus le *Nord*: la vallée de la Lièvre, plus fertile, n'est elle-même qu'un acheminement.

Depuis le curé Labelle, le Nord s'est déplacé, il a sauté au Transcontinental, il est devenu le Nord de Mgr Rhéaume, il s'appelle l'Abitibi et s'étend de la rivière Belle à l'Ontario, puis chez Mgr Hallé, magnifique pays de glaise, grand comme l'Italie, où des millions de fermiers peuvent trouver les meilleures terres qui soient.¹ C'est cet immense royaume du Nord qu'il faut absolument conquérir, qu'il faut d'abord souder au cœur de notre province, à Montreal, où nos milliers de jeunes s'inscrivent pour l'exil; c'est de Montréal aussi qu'on devrait partir pour l'Abitibi, à trains pressés. *Allons au Nord pour ne pas aller au Sud!* tel devrait être le mot d'ordre imprimé partout dans un mouvement de réclame sans précédent. C'est pour aider à cette propagande que nous publions, en les entremêlant de réflexions, mais sans y changer grand'chose, les notes écrites, il y a deux ans, à l'occasion des fêtes des fondateurs de Nomingue.

1. Ceux qui désirent des renseignements sur la géographie, le sol, les cantons et les centres de l'Abitibi peuvent obtenir gratis les publications du ministère de la Colonisation en les demandant à Québec ou au Bureau de Colonisation, rue Saint-Antoine, 82, Montréal. C'est là aussi qu'on obtient des billets de colons à prix réduits.

NOMININGUE FÊTE SES FONDATEURS

Tous ceux qui s'intéressent à la colonisation et au déversement des surplus de nos vieilles paroisses dans les régions nouvelles connaissent le nom du P. Martineau et le vaste *Projet de Colonisation*¹ qu'il lançait en 1908, pour le recrutement automatique de nos fils de cultivateurs et leur transplantation en pays neuf. Ce qu'on sait moins, c'est qu'avant d'exposer des théories, le vieux missionnaire avait fait de la pratique en fondant la paroisse de Nominuingue. Au mois de mars 1883, sur la demande de Mgr Duhamel et du curé Labelle, et dans le but d'attirer les défricheurs toujours plus avant, le P. Martineau venait fonder l'église et habiter le premier chantier de bois rond de Nominuingue. Déjà les Pères Jésuites desservaient la Chûte-aux-Iroquois, aujourd'hui Labelle, et rayonnaient dans les colonies d'alentour, l'Annonciation, la Conception, l'Ascension, et dans les divers chantiers et fermes disséminés le long des bois et des rivières.

C'était l'âge héroïque où l'on voyageait en voiture à partir de Saint-Jérôme. Les routes étaient ce que sont les chemins en forêt, à travers les montagnes et les fondrières, ou dans la neige non battue sur des parcours de vingt à trente milles. Un bon cheval pouvait traîner une charge de six cents livres, et encore, aux époques de pluies ou de fonte des glaces, ainsi qu'en témoigne le précieux journal du P. Martineau, fallait-il soulager ou même dételer les meilleurs chevaux, fourbus, morfondus, refusant d'avancer. Mais rien n'effrayait les apôtres du Nord, et grâce à l'appui que lui fournissait la Compagnie de Jésus, renouvelant le geste de ses

1. *Appel aux patriotes*. Projet de colonisation, à l'E. S. P., tract 61.

premiers missionnaires de la Nouvelle-France, le curé Labelle poussait toujours davantage sa trouée des Laurentides et semait les germes des paroisses que nous voyons aujourd'hui et qui ne devaient être que l'acheminement vers la bonne vallée de la rivière au Lièvre et vers les grandes et riches plaines de l'Abitibi, où l'on espérait faire aboutir le chemin de fer.

En 1883, le noyau de paroisse du Nomingue se composait de trois ménages de la famille Martineau et d'une famille Corbin, établie sur le petit lac Nomingue. Avec les colons isolés ou de passage, l'assistance aux offices religieux se composait d'une douzaine de personnes. Modeste paroisse vraiment, et telle qu'on n'a plus l'idée d'en établir de nos jours. Mais l'effet d'attraction deviné par le curé Labelle ne manqua pas de se produire, et dès l'été suivant plusieurs colons venus de Saint-Jérôme, d'Hochelaga, de Saint-Henri et de Sainte-Cunégonde se choisissaient des lots et commençaient leurs défrichements.

C'est cette œuvre créatrice exercée autour de lui par le P. Martineau que les paroissiens de Nomingue voulaient reconnaître en le priant de venir fêter au milieu d'eux son jubilé. Originaire des Cantons de l'Est, élève au séminaire de Saint-Hyacinthe, le P. Martineau entra d'abord dans le clergé séculier. Ordonné prêtre en 1871 par Mgr Bourget, il fut vicaire à Saint-Henri, puis aumônier chez les Sœurs de Sainte-Croix, à Saint-Laurent, d'où il partit pour le noviciat du Sault-au-Récollet, le 4 février 1875. Après quelques années d'études à Montréal et en France, et du ministère dans diverses résidences de son Ordre, c'est aux Trois-Rivières que le P. Martineau, ainsi qu'il l'écrit dans son journal, le 15 décembre 1882, reçoit avec une joie toute surnaturelle son obédience pour le lac Nomingue, « pour y fonder une résidence

de la Compagnie et y travailler pour la colonisation... Je réponds que je suis prêt à partir à l'instant. Depuis longtemps, je pensais à Nonimingué, et j'éprouvais un très vif attrait pour cette mission. Quoique je n'eusse jamais exprimé au R. P. Supérieur aucun désir à ce sujet, il jette aujourd'hui les yeux sur moi pour entreprendre cette œuvre difficile; je n'ai plus de doute, ce doit être la volonté de Dieu. » L'hiver se passait à faire de la mission autour de la Châte-aux-Iroquois; au printemps de 1883 s'ouvrait définitivement la paroisse de Nomingue.

M. le curé Bazin, organisateur des fêtes de 1921, sut faire revivre dans un sermon de haute tenue les sacrifices obscurs et les côtés glorieux de la vie sacerdotale du vénéré jubilaire. A l'issue de la messe solennelle, M. le maire Marin présentait une adresse de souhaits et de reconnaissance, et au sortir de l'église, M. Achim, alors député à la Législature, offrait l'hommage du comté Labelle et faisait ressortir éloquemment la leçon de sacrifice qui se dégage de la vie du prêtre-colonisateur. Le R. P. Martineau sut répondre avec des mots du cœur sur les gloires du sacerdoce et ajouta quelques données sur les premiers débuts de la paroisse. Qu'on nous permette de citer un passage de cette seconde partie: « Je vois ici quelques-uns de ces anciens pionniers de la première heure, qui ont souffert des privations et des ennuis, qui ont travaillé rudement pour édifier cette colonie naissante. C'étaient, je puis le certifier, de vrais colons, des hommes d'une forte trempe, comme il s'en rencontre peu de nos jours.

« Songez, en effet, que dans ces temps qui datent déjà de trente-cinq à trente-huit ans, nous étions à quatre-vingt-dix milles du terminus du chemin de fer, à Saint-Jérôme. Les chemins étaient peu fréquentés, surtout en

hiver, et à partir de Sainte-Agathe. C'était souvent un voyage de trois à quatre jours, par monts et par vaux. En outre, entre la Chôte-aux-Iroquois et Nomingue, distance de vingt-et-un milles, il y en avait seize en pleine forêt sans aucune habitation, par un chemin qui venait à peine d'être ouvert et qui était loin d'être achevé. Aussi les prix de transport étaient-ils très élevés: \$1.25 le cent livres dans la belle saison, souvent jusqu'à \$2.00 le cent (cela équivaldrait à huit ou dix piastres de nos jours). On parle de vie chère depuis quelques années: je vous assure, mes amis, que dès ces jours lointains, nous goûtions, nous aussi, aux douceurs de la vie chère. Pour n'en donner qu'un ou deux exemples: un sac de farine, que l'on payait alors à Saint-Jérôme \$2.10, nous coûtait rendu ici \$3.35 et jusqu'à \$4.00; un sac de sel de 200 livres, 80 sous à Saint-Jérôme, valait ici la bagatelle de \$3.50, \$4.00 ou \$4.50. Le reste à l'avenant.

« Aussi, arriva-t-il quelquefois qu'il fallut se contenter de galette de sarrasin, comme il arriva le premier été, au jour de notre fête nationale, la Saint-Jean-Baptiste! Je me rappelle qu'un de nos premiers colons, ici présent, fort bûcheron, à qui j'avais donné quelques arpents à défricher en hiver, s'apportait au bois une pile de galettes de sarrasin, qu'il plaçait sur une bûche, et quand la faim le pressait, il allait en manger deux ou trois pour renouveler un peu ses forces! »...

C'est un de ces braves de la première heure, M. Vital Martineau, que tout Nomingue honorait de sa présence à la grand'messe de ses noces d'or, le lundi matin et félicitait par la bouche éloquente de M. le curé Bazin, qui prononça l'allocution de circonstance.

LES TEMPS SONT CHANGÉS

La galette gelée n'est pas un menu de chrétien, et il est bien inutile de chanter le *O fortunatos agricolos* quand le dernier salarié des villes se paye au restaurant des glaces moins périlleuses. Il y a encore des colons forcés d'abandonner leur lot parce que les fournisseurs leur refusent des provisions à crédit ou qu'ils ne peuvent pas s'acheter de chevaux, faute d'un système de prêts. Il faut bien, tout de même, que les bûcherons mangent, et qu'ils puissent transporter leur bois? Faute de trois ou quatre cents piastres, quitteront-ils une entreprise si nécessaire?

En 1920,¹ le Gouvernement prêtait aux soldats-colons la somme de \$80,371,750, dont \$1,744,991 seulement dans Québec, qui paie pourtant une jolie part des impôts. Pourquoi les défricheurs pères de famille, colons bien préférables aux soldats, ne recevraient-ils pas de l'aide eux aussi, tant d'Ottawa que de Québec?

Pour ce qui est des moyens de communication, il faut les faciliter de plus en plus; le chemin des États-Unis est trop beau, il faut aplanir celui des terres neuves. Les traits d'héroïsme des conquérants du Nomingue se font rares: on doit peut-être le regretter pour l'honneur de l'énergie humaine, mais aucun gouvernement n'est excusable de compter sur l'héroïsme pour se dispenser de préparer les conquêtes. Or, nos centres de colonisation, et Québec en général, manquent de chemins de fer. Sur 38,896 milles de voies ferrées au Canada, notre vieille province, qui constitue le tiers du pays en superficie, en population stable et en revenu, n'en

1. *Annuaire du Canada, 1920*, p. 32.

possède que 4,860, alors que l'Ontario en a 11,000 et la Saskatchewan, née d'hier, 6,148.¹

A présent que nous avons fourni amplement pour les immigrés et les chemins de fer de l'Ouest, où se produisent les plus forts déficits d'argent et d'hommes, ne pourrions-nous pas songer un peu à nous-mêmes pour sauver nos gens, ouvrir nos terres et rapatrier? Ouvrons donc la Gaspésie aux Gaspésiens, qu'ils puissent s'établir chez eux? Ouvrons donc la Mattavinie, la Lièvre, et cette chaîne de vallées qui relieraient Montréal au Transcontinental par le Témiscamingue-Abitibi. Le gouvernement fédéral consacre vingt-cinq millions à construire des embranchements des deux côtés de notre province, surtout dans l'Ouest évidemment: il paraît qu'on nous gratifiera d'une dizaine de milles de rails, de quoi bâtir une nouvelle station, dans une région où dix paroisses sont déjà en pleine activité, au Nord de Mont-Laurier. A quand la ligne qui nous reliera au grand Nord, au généreux Abitibi dont Labelle n'est que l'avenue pittoresque bordée de paroisses qu'on devrait rendre plus prospères, plus dignes des beautés naturelles qui les encadrent?...

LE NORD DE MONTRÉAL

Villégiature et agriculture — Poésie et prose

Le nord de Montréal, le Nord du curé Labelle est connu partout, grâce aux fascicules de réclame colonisatrice et aux jolies plaquettes françaises et anglaises du Pacifique Canadien: *Québec pittoresque*. Depuis quelques années surtout, les villégiatures se multiplient entre Saint-Jérôme et Nomingue: de capricieux chalets couvrent les lacs qui avoisinent le chemin de fer; des

1. *Annuaire du Canada, 1920, p. 467.*

clubs se réservent des pièces d'eau plus à l'écart; des malades viennent chercher l'air vif aux sanatoriums publics ou privés de Val-Morin, de Sainte-Agathe et de Saint-Faustin, et les petites bourses se payent au moins des fins-de-semaine dans les pensions encombrées et les villas des amis qu'on déniche et qui ne se croyaient pas si populaires.

Nul autre grand centre que Montréal peut-être ne possède à sa portée une telle variété de rivières, de lacs, de sites et de délassements naturels, qui dispensent de transformer une maison de campagne en maison de jeu ou en stupide vide-bouteille: l'on pêche partout, et l'on est sûr de prendre quelque chose, souvent des pièces fort intéressantes. Le canotage est à la portée de tous, sur des bijoux de lacs de quelques arpents, où les chaloupes glissent en famille, ou sur de larges nappes d'eau noire où les rameurs athlètes et la voile assez ample peuvent trouver champ libre.

Les rivières trépidantes, aux nombreux détours où se cachent les nids de petites truites, les lacs profonds encaissés entre les pics, où l'on pêche la truite grise ou le brochet vorace à la ligne traînante, ce passionnant brochet du crépuscule qui sort une tête énorme sous la triomphante secousse de la corde,

Et, brusquement d'un coup de sa nageoire en feu
Il fait par le cristal morne, immobile et bleu,
Courir un frisson d'or, de nacre et d'émeraude.

— HÉRÉDIA.

Le grand silence est coupé du rire clair des huards; les ailes blanches des mouettes survolent la torpeur des lacs en attendant que septembre amène les perdrix, les canards et le gibier à poil. Les yeux friands de poésie, les yeux de collégiens, d'artistes ou de simples financiers,

sont captivés par les mille teintes de vert qui s'échelonnent dans les sapins plus sombres, les clochetons mobiles et véloutés des longues épinettes, les érables aux panaches arrondis et les bouleaux vert pâle, aux nervures blanches, droites et fines comme des cierges. Et le mirage de toute cette végétation divine, dans le soleil tombant,

Couvre de pourpre sombre en somptueux dessins
Les eaux du lac, unies et planes comme une huile.

Pourquoi donc se trouve-t-il si peu de Canadiens français à profiter et à faire profiter l'imagination de leurs enfants des spectacles de cette admirable nature, comparable en tout à celle des Adirondacks? Pourquoi ne viennent-ils pas plus nombreux, à deux ou trois heures de la ville respirer l'air pur des sommets et goûter la fraîcheur reposante de nos montagnes? Car enfin, Shawbridge, Val-Morin, Sainte-Marguerite, Sainte-Agathe, Saint-Faustin, pour ne pas parler des *resorts* d'Argenteuil, sont surtout achalandés par les Anglais et les Juifs. Quand la route provinciale Montréal-Mont-Laurier permettra aux autos de courir à travers ces beautés, nos gens seront surpris de circuler en pays occupé, et d'être aussi peu chez eux dans leurs Laurentides que dans les Montagnes Vertes ou les Montagnes Blanches.

Il n'est pas besoin d'être millionnaire pour se payer un coin de nature et de santé à quelques heures de son ouvrage. Bien des gens qui étouffent à Montréal, qui arrosent leurs trottoirs, envoient les enfants se baigner aux réservoirs des parcs, couchent sur la galerie ou sur le toit et font tourner éperdument des éventails électriques, pourraient assez facilement s'aménager au bord d'un de nos milliers de lacs un rudimentaire chalet de bois tout blanchi à la chaux, où les enfants trouveraient

à s'arrondir les muscles, se rougir les globules du sang, se gonfler les poumons et se peupler les méninges d'images autres que celles de rues bordées de brique et de poteaux — ces arbres sans branches.

Quant aux riches attardés qui *descendent* encore aux hôtels américains, n'ont-ils donc jamais vu les Laurentides? Faut-il que le snobisme en ait une puissance pour qu'on aime mieux les endroits où ça coûte cher que ceux dont on profite, le monde où l'on s'ennuie que celui où l'on s'amuse, les salles où l'on se montre que les sites à voir?...

* * *

Si les visiteurs des hauts de Terrebonne et du comté de Labelle sont plutôt des anglophones, par contre les agriculteurs sont à peu près tous Canadiens français. Pourquoi faut-il que dans une nature aux décors si magnifiques la terre semble si pauvre, et qu'à côté des citadins jouissant d'une quiétude parfaite dans leurs villas, les habitants, les possesseurs du pays, gîtent dans de minables fermes et semblent des gueux, des forçats de la terre, les serviteurs-nés des gros bonnets? Sur les quais des gares, derrière les élégants débraillés qui attendent les visiteurs au train du soir, l'on voit une caste tout autre, les gens de l'endroit, flâneurs débraillés sans élégance, cochers de vaseux fiacres, chauffeurs d'inévitables Ford, toute une population de braves gens, certes, et qui valent amplement les autres, mais dont les attitudes, les manières et tout ce qui frappe les voyageurs, n'ont rien qui rappelle les usages du grand siècle. Un gouverneur anglais a dit de nos pères qu'ils étaient un *peuple de gentilshommes*. Gardons ce beau titre, et pour cela soignons les dehors: c'est tout ce que voient les touristes.

Les villages semblent pauvres, les chemins sont de sable mouvant, la peinture est indigente, les clôtures, qui auraient pu être jolies, zigzaguent et croulent sous les ans. Les bâtiments de ferme, bien situés sur les côteaux ou le long des rivières, pourraient être agréables s'ils étaient entourés d'arbres et blanchis à la chaux; les prés, à partir déjà de Saint-Janvier, montrent de hideuses plaies de sable, des cailloux et de vieilles souches sans racines, qui ne demandent qu'à brûler, et entre lesquelles paissent de maigres troupeaux de bêtes sans race; bref, une absence à peu près totale d'esthétique et de bon goût qui dépare les plus beaux sites, une agriculture de routine, de nonchalance et d'hommes de chantiers. L'on se prend à regretter cette répartition des dons du Créateur, qui nous accorde ici la beauté sans les richesses comme il donne à l'Ouest la richesse sans les beautés. Si l'on ne peut transporter dans les prairies nos lacs et nos montagnes, ne pourrait-on pas apporter aux Laurentides un peu de la fécondité de l'Ouest? N'y aura-t-il que le Saint-Laurent et l'Abitibi à réunir tous les avantages?...

Voilà ce qu'on entrevoit et ce qu'on se dit en regardant à la portière du wagon les terres de bordure. Sans doute l'on compte dans les rangs de très belles fermes bien cultivées par des agriculteurs qui ne font que de l'agriculture; et les gens trop pressés ont tort de généraliser, de condamner en bloc ceux qui ont poussé les Canadiens à s'établir ici. Pour ce qui est de Mgr Labelle, son action s'est exercée à partir de Saint-Faustin, sur le second versant des Laurentides, alors que les pics de granit étaient déjà dépassés et qu'il s'agissait d'exploiter les collines arrondies, de terre légère mais fertile, qui permettraient d'atteindre aux bonnes vallées et aux plaines du nord. Et, d'ailleurs, pour reprocher avec

justice la création d'un diocèse de 40,000 âmes sauvées de l'expatriation, dans un temps où, comme en 1920 et 1921 — et 1923 donc! — des milliers et des milliers de nos compatriotes s'exilaient aux États-Unis, il faudrait que le sol du comté de Labelle fût absolument mauvais. Or, nous allons voir que tel n'est pas le cas et que l'on peut encore réparer certaines bévues agricoles d'il y a trente ans par une vigoureuse réforme, une rénovation agraire de la région, grâce aux pâturages, à l'industrie laitière et aux petites cultures, qui rendraient fort rémunératrices les buttes des Laurentides. Si des chefs résolus prennent l'initiative d'une bonne rénovation agricole, le diocèse de Mont-Laurier sera bientôt, soyons-en sûrs, le trait d'union magnifique et prospère qui soudera, dans une ligne continue de clochers, les forces catholiques de Montréal à celles des diocèses de l'Abitibi.

L'AGRICULTURE DEVRAIT ÊTRE SCIENTIFIQUE

Pâturages — Petites cultures — Marché de Montréal

Il y a dans les Laurentides une série de sommets absolument incultes, de ces pics dont on peut dire comme du Labrador, que « c'est une partie de l'héritage que Dieu a légué à Caïn ». Mais au pied de ces montagnes, comme dans toutes les régions identiques du monde, s'étendent des vallées plus ou moins vastes qui ont reçu l'humus et les débris végétaux accumulés par les siècles et charriés par les pluies. C'est là que doivent s'établir les agriculteurs, mais encore doivent-ils cultiver d'une manière rationnelle, car, de même qu'on ne donne pas les mêmes traitements pour la grippe, le cancer et le mal de dents, ainsi doit-on varier la culture des sols argileux, calcaires ou légers. C'est un fait avéré que

beaucoup de colons, inexpérimentés ou pressés par des engagements de chantier ou de flottage du bois ont épuisé la fécondité de leur terre neuve en y semant blé sur blé, avoine sur avoine, plusieurs années de suite. Les cendres et cette couche de terre noire qu'il faudrait entretenir et ménager poussent un grain surabondant, exagéré, furieux, comme disent nos gens. Cela peut durer assez longtemps dans les plaines de l'Ouest ou de l'Abitibi, mais avec les sols légers du nord de Montréal, il faut rendre à la terre en engrais, ce qu'on lui ôte en récoltes et adopter un système de culture approprié.

Quand on voit certains pays riches de l'Europe, comme l'Allemagne et la Belgique, dont le sol primitivement inculte, tout en sable ou en marécages, a été converti en fermes luxuriantes et en jardins, grâce à un vouloir énergique appuyé sur le savoir, ne peut-on pas s'étonner de la rapidité avec laquelle certains colons ignorants et cupides ont appauvri, presque ruiné ce terroir dont il était si facile d'entretenir la fécondité?

Parlant de la région Waesienne, autrefois dune de sables mouvants, le député belge, M. Tibbaut, écrivait en 1908, dans la *Revue des Questions Scientifiques*: « C'est un des exploits humains les plus étonnants et qui prouvent le mieux la ténacité de la race flamande que la transformation de cette région désolée en un vaste jardin légumier: ces terres pauvres donnent parfois plus que les terres riches... L'agriculteur belge a été plus fertile que son sol, il fait pousser les récoltes dans le creux de sa main. »

Des causes contraires ont produit et produisent encore ici, des effets contraires. Tant que le cultivateur des Laurentides prêtera *le creux de sa main* aux entrepreneurs de billots pour y recevoir un argent mercenaire, les récoltes y pousseront minces, la terre s'appauvrira

et la campagne gardera sa chétive apparence. La faute n'en sera pas au sol, mais à l'agriculteur qui aura été moins *fertile que son sol*. On n'a pas droit de déclarer mauvaise, inculte et digne de rester ou même de retourner en forêt jusqu'à la fin du monde une région qui n'a jamais été cultivée scientifiquement, ni même convenablement, une région où l'abondance des premières récoltes s'est maintenue partout où de vrais agriculteurs ont travaillé de leur tête, comme le font les industriels et les négociants, pour fabriquer et pour vendre toujours meilleur et toujours mieux.

Il est encore temps de réagir dans un mouvement de réveil général. C'est dans les régions exigeantes comme celle du Nomingue que le gouvernement devrait multiplier ses cours d'agriculture, ses expériences, ses champs de démonstration et ses fermes-modèles, pour que la science pénètre par les oreilles et surtout par les yeux, et que le désir du progrès triomphe enfin de la paresseuse routine qui étouffe tant de paroisses sous son manteau de plomb.

Déjà, en beaucoup d'endroits, des cercles agricoles et des coopératives offrent de beaux résultats, des crémeries font des affaires suffisantes. Le Nomingue jouit des services d'un agronome qui s'emploie avec zèle à multiplier les jardins scolaires, les ardens à domicile, avec concours de produits à des expositions scolaires. Besogne excellente, certes! que de fournir les agriculteurs de demain; mais si ceux d'aujourd'hui, pouvaient voir souvent les progrès des champs d'expérimentation et venir à un point central, disons à Nomingue, visiter une ferme-modèle où la leçon et le conseil s'appuieraient d'un magnifique exemple et d'où l'on emporterait des échantillons, des notes et des résolutions précises, le renouveau serait plus immédiat et plus assuré. Nous

demandons instamment à l'hon. M. Caron, le Sully de notre province, de choisir ici et là des fermes indigentes, bien faciles d'accès, pour aider par tous les moyens possibles à la réhabilitation et au salut de l'agriculture des Laurentides.

Si l'on me demande de sortir des considérations générales et de préciser les méthodes qui conviendraient au sol de Labelle, je proposerai, en m'excusant de mon incompetence, certains procédés de grandes et de petites cultures. D'abord adoptons l'agriculture pastorale des pays de montagnes, de la Suisse, de l'Auvergne et de la Savoie, l'élevage, l'entretien d'immenses troupeaux rendant au sol l'engrais qui le féconde à neuf. Ici, l'on cherche en vain les troupeaux, non seulement de bœufs, mais de moutons. Les bouchers qui alimentent la clientèle des villégiatures font venir leurs animaux des abattoirs de Montréal, alors qu'ils devraient plutôt contribuer à la baisse du coût de la vie en alimentant la ville de leur surplus. Des collines entières devraient muer leurs forêts d'épinettes en pâturages de trèfle où s'engraisseraient des centaines et des milliers d'animaux, placés là comme dans une espèce de *commune*, par différents propriétaires. Les longs hivernements des bêtes, que l'on trouve dispendieux, le seront beaucoup moins si l'on recourt à de copieux ensilages de blé-d'Inde, de tournesol et de trèfle, qu'on est surpris de ne pas trouver plus pratiqués ici. En effet, le maïs et le tournesol (ou soleil) poussent d'une manière étonnante dans les terrains secs et légers; quant au trèfle, il est tout simplement un fertilisant. Bien loin d'épuiser le sol, il ne fait que l'enrichir en lui communiquant l'azote de l'air, par les nodosités de ses racines compactes. Outre sa grande valeur fécondante des terres pauvres et nutritive des troupeaux en été, puis en hiver dans le foin ou l'ensilage, l'exploiti-

tation de la graine de trèfle rapporterait des profits remarquables. Le ministère de l'Agriculture de Québec pousse à ce progrès en offrant de payer en partie les batteuses qu'achèteront cette année (1921) les cercles agricoles et les coopératives.

Dans le numéro de mai 1921 de *la Revue agronomique canadienne*, M. Boivin, agronome d'Yamaska, signalait le « développement presque vertigineux » opéré chez lui dans l'industrie laitière grâce à quatre facteurs principaux: l'introduction d'animaux de race pure, le choix des sujets d'élevage par le contrôle laitier, l'aménagement d'étables bien éclairées et ventilées, une alimentation propre à la production du lait et se composant surtout de légumineuses et de *trèfle*. « En 1918, il y avait pour tout le comté une batteuse à trèfle, qui décortiquait annuellement de 2,000 à 5,000 livres de graine de trèfle. Actuellement il y en a neuf en opération, dont l'une a battu, l'année dernière au delà de 20,000 livres de graine de trèfle. Les cultivateurs s'adonnent à cette culture avec d'autant plus de facilité et d'intérêt qu'ils y voient de grands avantages économiques et pour le *maintien de la fertilité de leur sol*, et pour l'obtention d'un *fouillage propre au troupeau laitier*. » Quant au trèfle d'odeur, ou mélilot blanc, il pousse partout, même dans le sable poudrant, au point de devenir une mauvaise herbe. Ses racines épaisses créent bientôt un humus qui prépare des récoltes futures. Sa tige coupée verte constitue un bon ensilage; séchée, elle est un foin de seconde qualité. Sa fleur donne un beau miel blanc très recherché. Le mélilot blanc ferait merveille dans les Laurentides.

Voilà bien quatre ou cinq nouveautés qu'il faudrait tout de suite introduire au Nomingue, si l'on veut y améliorer l'industrie laitière, le sol et la condition des cultivateurs. Autre suggestion, en fait d'élevage: pour-

quoi n'organiserait-on pas la fondation de troupeaux de chèvres laitières, de ces bonnes chèvres rustiques, frugales et montagnardes, que les poètes montrent toujours pendues aux rochers, qui paieraient plus que les moutons et qui permettraient d'ajouter à nos succès en industrie laitière la création de quelque fromage célèbre ?...

Bien des cultures fort payantes, impossibles aux fermiers obligés de recourir à la main-d'œuvre salariée, feraient absolument l'affaire de nos familles nombreuses, où tous, garçons et filles, trouveraient à gagner chez eux sans aller s'abrutir en ville. Si l'on peut, un beau jour, se mettre en tête que le marché de Montréal est aussi près du Nomingue en chars que de Saint-Vincent-de-Paul en voiture, et si un chef énergique s'emploie à secouer la région de sa routine, on choisira entre plusieurs petites cultures qui s'accommodent fort bien des terres sablonneuses. Sans parler des légumes en général ni des pommes de terre, qui font la fortune des côteaux semblables du Témiscouata et de Matane, ni des arbres fruitiers, qui, paraît-il, souffrent de la gelée, encore qu'ils semblent réussir très bien dans Argenteuil, pourquoi ne généralise-t-on pas l'apiculture, l'aviculture, la culture du tabac, des fraises de jardin, du melon, des asperges et de tous les jardinages qu'on écoulerait chez les villégiateurs d'abord, puis à Montréal ou dans l'industrie des conserves ?

L'on devrait compter dans chaque paroisse quinze ou vingt ruchers de professionnels, outre les colonies de débutants ou d'amateurs; de ces ruchers qui rapportent de mille à deux mille piastres par année au cultivateur richement doté de grands enfants. Dans tous les abattis, les clairières et les forêts visitées par le feu, des trainées d'épilobes et d'autres fleurs mellifères, sans compter

les champs de trèfle et les fleurs de certains arbres, offrent aux trop rares abeilles leurs trésors de sucs, des milliers et des milliers de rayons de miel convertibles en argent, qui se perdent faute de ruches aux environs.

L'élevage systématique des poules, en vue des œufs d'abord, et surtout des œufs d'hiver, rapporterait beaucoup. De même la multiplication des clapiers où des centaines de gentils petits lapins prépareraient leur chair pour les gibelotes montréalaises et surtout leur peau à se métamorphoser, chez les faussaires de la fourrure, en vison, en loutre, en renard gris, noir, brun ou argenté, selon les désirs de l'étalage.

Que de méthodes nouvelles encore, ne pourrait-on pas introduire pour ranimer, enrichir, agrémenter les campagnes des Laurentides, pour y casser l'attrance des chantiers ou des moulins, et cette implacable routine, métissage d'insouciance, d'ignorance et de fatalisme, qui engendre infailliblement la misère, le dégoût et la désertion de la terre et du pays. Il faudra travailler, encore plus avec sa tête qu'avec ses mains, savoir produire et savoir vendre comme chez les autres industriels, puisque la ferme est une fabrique, une fabrique de viande, de beurre, d'œufs, de légumes, de fruits, etc. Le sol des Laurentides, en général, vaut celui de nos hauts de comtés: Saint-Maurice, Montcalm, Dorchester, Kamouraska, etc., car il faut bien savoir que notre province ne se distingue pas par une fertilité qui favorise la paresse. Et c'est heureux, à tout prendre, car cela nous préserve de la mollesse des populations de l'Amérique plus chaude, et contribue à faire de nous un peuple vigoureux, selon le mot de l'antique Ménandre: « Les pays où la vie est dure font les hommes courageux. »

CRÉER DES RÉSERVOIRS DE POPULATION — PRÉPARER
DES TERRES AUX SURPLUS DES VIEILLES PAROISSES

Le sol du Nomingue est donc très cultivable, et le gouvernement n'a pas tort de vouloir y amener encore des colons, pourvu que, dès le début, il s'occupe d'y établir des fermes-modèles et des cultures spéciales qui maintiennent la fertilité du sol. La terre neuve rapporte toujours beaucoup; le *journal* du P. Martineau donne des indications intéressantes sur la première récolte de foin coupée sur ce qui est aujourd'hui le sablonneux village de Nomingue: « *Vendredi, 8 août 1884.* — La récolte du foin est finie: 45 charges en tout, c'est-à-dire environ 2,500 bottes de bon foin. A \$12 le cent, cela fait \$300; mais il vaut plus que cela ici, pas moins de \$15. A quelques endroits, il avait plus de 6 pieds de haut, jusqu'à 7 pieds même. » « *Mardi, 26.* — On coupe le mil mûr que nous avons cultivé spécialement pour avoir une bonne semence, pure de toutes mauvaises graines. Il est magnifique: il y avait des épis de quatorze pouces de long, et gros comme le petit doigt. »

Que n'a-t-on conservé cette fécondité du sol, en y adaptant des cultures rationnelles et scientifiques?... Il y a 40 ans, on était non seulement justifiable, mais obligé, de coloniser le nord de Montréal. Il n'y avait pas alors de réservoir de population unanimement accepté comme aujourd'hui l'immense Témiscaming-Abitibi. On faisait une propagande, d'ailleurs combattue, en faveur du Manitoba, mais les affaires des Métis, des Féliens, de Riel, et les quêtes répétées dans nos paroisses québécoises en faveur des églises pauvres et des colons de là-bas, jetaient des doutes sur les avantages d'une émigration aussi lointaine. Le lac Saint-Jean, les Cantons de l'Est et le bas Saint-Laurent se peuplaient tranquille-

ment et dans des conditions d'héroïsme telles que les saignées de notre expatriation aux États-Unis s'augmentaient de tous les découragés, de tous les ruinés, et que les clairvoyants s'efforçaient de raccrocher le plus possible de nos familles rurales pour les sauver de ce désastreux coulage.

Après la retentissante Saint-Jean-Baptiste de 1874, où le Franco-Américain Ferdinand Gagnon adjurait notre province de tout faire pour arrêter l'émigration, et pour rapatrier les déserteurs affectés par le chômage; après les célébrations de 1880 et de 1884, où l'on entrevoyait pour 1910 dix à quinze millions de Canadiens français, et où les avocats et les politiciens chantaient sur le mode lyrique l'union de l'épée, de la croix et de la charrue— *Ense, cruce et aratro*, car on n'y perdait pas son latin! — le réaliste curé Labelle, à peu près seul, visait au pratique en criant au défrichement intense qui mettrait « des Canadiens à la place des pruches et des épinettes », en réclamant son chemin de fer du Nord et en sollicitant de l'aide pour les colons des diocèses de Montréal et d'Ottawa. Puisqu'on voulait tout de bon garder nos gens chez nous, et tant multiplier nos familles, et nos paroisses, encore fallait-il des terres où les placer! Les Laurentides nous comprimait en nous jetant sur les États-Unis; il s'agissait de défoncer les Laurentides, de percer la trouée vers le nord et de gagner les vastes plateaux de la hauteur des terres, que l'abbé Proulx, entre autres, avait trouvés propres à la culture, et que le génie colonisateur de Mgr Labelle avait déjà devinés et sillonnés d'un prophétique chemin de fer reliant Québec au Manitoba, et descendant à Montréal par un embranchement qui traversât les vallées du lac Victoria et de la Lièvre, Nominigüe, Sainte-Agathe et Saint-Jérôme. C'était, 40 ans avant nos jours, le Transconti-

mental avec la ligne de Mont-Laurier continuée jusqu'à son terminus régulier, Amos, au cœur de l'Abitibi.

Et c'est bien là le réservoir magnifique et normal, le véritable *Royaume du Nord* s'étendant de Senneterre à l'est, jusqu'au delà de Grant, à l'ouest, sur une longueur de 430 milles et une largeur moyenne de 100 milles, comprenant les diocèses actuels de Mgr Rhéaume et de Mgr Hallé.

Le plus dur de l'entreprise était déjà fait: l'attaque des Laurentides remonte à Auguste-Norbert Morin, qui s'était fait défricher des terres à Sainte-Adèle. Sainte-Agathe s'ouvrait en 1850 devant de purs héros venus du comté de Laval, seuls, sans guides, par amour de la terre, et pour acquérir des fermes que leurs vieilles paroisses leur refusaient. Un des arrivants, raconte qu'ils descendaient à Saint-Jérôme — à 25 milles — pour chercher des provisions. L'on passait trois mois à manger des patates cuites sous la cendre, arrosées d'une infusion d'écorce d'érable en guise de thé. Les femmes bûchaient et s'attelaient, faute de chevaux, sur des têtes d'arbres, pour herser les labours. On avait la messe une fois par an...

Le versant Nord se défrichait plus méthodiquement sous la conduite du curé Labelle, des prédicateurs et de la Société de Colonisation de Montréal qui était alors un organisme très vivant, composé d'hommes remarquables et présidé activement par Mgr Fabre, dans les salles mêmes de l'évêché.

Dès avant l'arrivée du P. Martineau à Nomingue, alors que le P. Raynel, jésuite, résidant à Labelle, était le prêtre le plus avancé des Laurentides, il y avait déjà une famille d'établie au confluent de la Lièvre et de la Kiamika et une autre au Rapide-de-l'Original, aujourd'hui Mont-Laurier, à 160 milles de Montréal. L'inex-

plicable force de pénétration qui a toujours caractérisé la vie française en Amérique, au point de se changer pour nous en cause de faiblesse, portait nos défricheurs à triompher de l'impossible, à surmonter des difficultés insurmontables, à se contenter de terres médiocres, loin des marchés, loin des parents, loin de l'église, ce qui était bien le pire sacrifice du colon de 1880, pour agrandir le domaine de la famille et de l'Église.

Si l'on avait possédé alors les avantages d'aujourd'hui, le Transcontinental coupant les meilleures régions nouvelles qu'on ait jamais rêvées, des millions consacrés aux routes et qu'on devra faire suivre d'autres millions; si l'on n'avait eu qu'un mot à dire pour faire taire les petits intérêts de clans et forcer le Pacifique Canadien à continuer le tronçon de Kipawa par delà les rapides des Quinze, les cantons miniers de Rouyn, Joanne, etc. jusqu'à l'Abitibi; si un ministère de l'agriculture bien organisé eût été prêt comme aujourd'hui à seconder les efforts du colon; si l'industrie laitière alors hésitante eût permis de condenser en quelques cubes de beurre et de fromage les volumineux produits des champs nouveaux; si d'orgueilleux surplus du Trésor provincial, au lieu de s'étaler complaisamment, telle une fortune de parvenu, eussent permis de créer le *Crédit du Colon* réclamé depuis 50 ans pour garder nos gens et leur aider à conquérir notre terre, ce ne sont pas 3, 4 ou 5 paroisses par année que toutes ces bonnes volontés et ces forces d'action auraient ajoutées à la carte de notre province, mais 10, mais 15, mais 20 ou 25, ainsi que notre trop négligé surplus annuel de 45,000 âmes nous permet et nous oblige de nous multiplier.

Ce n'est pas au profit des usines de la Nouvelle-Angleterre ni des forêts du Wisconsin, du Michigan, des Dakotas que nos mères auraient choyé tant de féconds

berceaux, mais pour nous, pour nos terres, pour nos richesses naturelles, pour nos diocèses et pour la puissance politique d'un Québec de quatre à cinq millions d'âmes. A la campagne, Dieu merci! la maternité n'est pas considérée comme une surcharge, mais comme un avantage, par l'aide que les enfants apportent au soin des troupeaux et aux menus travaux des champs. Mais encore faut-il les garder, ces enfants!

On organise la lutte contre la mortalité infantile et la tuberculose: ne sera-ce donc que pour donner ensuite aux Américains ces jeunes gens sauvés, grandis et instruits, même en anglais? On parle de Revanche des Berceaux: si l'on parlait de la Revanche des Défricheurs, en leur permettant d'être deux ou dix fois plus nombreux?

Tel diocèse de 60,000 habitants a vu s'exiler un contingent de 90,000 âmes, un diocèse complet, éparpillé en stérile poussière aux quatre coins d'Amérique. Si nous nous donnions la peine de calculer à intérêts composés les pertes irréparables de capital humain que nous avons subies depuis un siècle, par la désertion de tous nos jeunes gens parvenus à l'âge d'établir un foyer et ne trouvant pas de terre où se multiplier chez nous? Si nous évaluions ensuite en argent la valeur purement économique, bien secondaire certes! mais très importante pour répondre à ceux qui nous trouvent pauvres et qui mettent la faute sur notre ignorance de l'anglais... En estimant à \$2,000, — les économistes évaluent un homme à \$5,000 — ce qu'a coûté un jeune homme de quinze ans, au moment où il va pouvoir gagner, au moment aussi où il gagnait les États-Unis, c'est par milliards, entre huit et dix milliards de piastres que nous comptons nos pertes d'argent, — refusera-t-on quelques mille piastres pour l'Aide au Colon? — et entre trois et quatre millions que nous déplorons nos pertes en hommes,

sans compter la progression énorme que ces générations disparues nous auraient apportée de décade en décade.¹

Être davantage ou ne plus être du tout, telle est l'alternative qui se pose devant les guides de notre race, en 1923. Nous devons réclamer, exiger de *notre* gouvernement de Québec, qu'il mette tout en œuvre pour garder au pays ce qui reste de notre race, qu'il ferme la frontière, qu'il ne lésine pas sur les dépenses de colonisation quand il s'agit de notre vie même, qu'il bâtit des chemins de fer et les routes de pénétration nécessaires, qu'il multiplie les excursions et les entreprises de conquête du sol, qu'il écoute la dernière demande officielle de Mgr Latulipe sollicitant la voie ferrée qui soudera de paroisses le Témiscaming-Abitibi et qui consolidera la frontière ouest de notre province, qu'il rende la vie de colon assez facile, puis qu'il lance une propagande à outrance vers les terres neuves, une publicité, un courant qui amoindrissent l'attraction néfaste des États-Unis.

Au moment où l'ère des grands sacrifices se ferme, où l'on touche aux meilleures régions, à l'aisance, à la maîtrise économique, nous avons mieux à faire qu'à blâmer nos pères d'avoir défriché des terres moins fertiles plutôt que de s'expatrier. Bien loin de plaindre et de critiquer les obscurs héros qui ont défoncé les Laurentides, il faut leur savoir gré d'être restés chez nous, aider leurs fils à mieux cultiver l'héritage de tant de labeurs et continuer le chemin de conquête de vallée en vallée jusqu'au Transcontinental. Avant la guerre, on

1. Un exemple de ce ruineux coulage: Laprairie-Napierville comptait en 1871 22,200 âmes, qui en se doublant deux fois devaient donner 88,000 en 1921. Or, la population n'y est que de 20,065. Donc diminution apparente de 2,000 mais perte réelle de 68,000 âmes en cinquante ans. Il y a trois mois, je rencontrais au fond du Minnesota, E.-U., des familles de Laprairie qui ont défriché la région de Crookston, vers 1880, avec beaucoup de peine: « En travaillant bin et en bin ménageant on a pu arriver à quelque chose. » Tout comme par ici! Leurs petits enfants ne savent pas lire le français. Il y a 20,000 Canadiens là-bas. On en rapatrie quelques familles dans l'Ouest.

hésitait entre deux projets de chemin de fer allant de Mont-Laurier à l'Abitibi. Maintenant on ne parle plus de rien, et le commerce de cette immense région se dirige de plus en plus vers Québec et surtout vers Toronto. Qu'on facilite l'accès des terres par delà Ferme-Neuve; les hommes ne manqueront pas pour achever la course vers le Nord, et de son côté, la colonisation nous fournira cette « pépinière d'hommes » que Voguë entrevoit dans les colonies: « Des hommes!... Ne regrettez pas votre argent. On ne payera jamais trop cher cette denrée-là. » En effet, garder nos gens chez nous, c'est agrandir notre territoire, multiplier nos diocèses, accroître la force de notre représentation parlementaire et assurer notre vie nationale.

L'ÂME AGRICOLE — LES SOUVENIRS HÉROÏQUES
— EN AVANT LA COLONISATION!

Au lendemain de la guerre, M. René Bazin écrivait dans l'*Écho de Paris*, que six cents otages français concentrés à Milleygamy, en Lithuanie, dans des baraquements gelés et infects, mouraient de misère, et que, pour ne pas succomber au désespoir, ils avaient demandé à des professeurs de lycée et à des prêtres de leur parler de l'*histoire de France*...

En nos jours de désertion du sol, où nos jeunes gens, tout préoccupés de confort, ne voient dans l'agriculture que beaucoup de travail et de bien minces profits, le souvenir héroïque des anciens défricheurs sera toujours un reproche à l'indolence, un stimulant au sacrifice et une raison de conserver la ferme qui a tant coûté. Quand on voyage à travers les vastes champs de nos vallées du Saint-Laurent et du Richelieu, a-t-on l'idée d'évoquer ce qu'il a fallu de courage, de sueurs, de sang peut-être

pour transformer les grands bois en campagnes nourricières ? Si les descendants des pionniers savaient mieux quels efforts a coûtés la ferme qu'ils habitent, ne feraient-ils pas entrer pour beaucoup dans l'évaluation du sol cet argument de piété, cette fidélité aux ancêtres qui constitue la plus belle part de ce qu'on a appelé la *vocation paysanne* ?

Le geste du congrès de Québec, distribuant des médailles aux cultivateurs qui possèdent aujourd'hui la ferme défrichée par leurs ancêtres, il y a deux cents ans, devrait se généraliser, se régulariser sous la direction de la Saint-Jean-Baptiste, par exemple, se systématiser en une espèce de Légion d'honneur qui compterait différents grades, selon que les fermiers actuels occupent un domaine dynastique de deux cents ans, de cent ou même de cinquante ans. Il faut que le cœur s'attache à la terre, car, on l'a dit, nul ne devient paysan par raison, et souvent par raison on cesse de l'être. Le seul motif d'argent gardera bien peu d'hommes sur la ferme. L'âme rurale est pétrie de tradition et de mysticisme. Ni les calculs d'affaires, ni même la science agronomique ne font le vrai cultivateur, mais la vocation, la vocation agricole que tout fils de fermier apporta en naissant, et qu'il développe ou qu'il perd selon l'éducation, les exemples qu'il a sous les yeux et la possibilité qu'il entrevoit d'obtenir une terre où s'établir.

C'est pour fortifier ce traditionalisme, ce côté mystique de l'âme agricole, si bien conservés encore dans notre peuple, malgré de fausses apparences, que, outre nos excellentes monographies de paroisses, nos familles de vieille souche devraient conserver certains recueils de faits qui rappellent les difficultés du début, les progrès accomplis, la petite histoire, la vie intime du foyer. La vulgarisation de la photographie ornerait le tout de

scènes aimables, montrant la terre, les enfants et les vieux à toutes les saisons de la vie; et l'occupant de 1923 se sentirait moins le propriétaire d'une chose, d'une ferme quelconque, qu'il peut vendre à son gré pour aller vivre au village ou en ville, que le dépositaire d'un bien inaliénable, l'anneau d'une chaîne qui ne doit pas finir, le moment présent d'une lignée, obligé par les morts et les descendants à améliorer l'héritage sacré, de même qu'un roi ne peut abdiquer, encore moins vendre son royaume, pour mieux vivre en paix, éviter le tracas des affaires, les bombes des anarchistes, ou pour faire de l'auto.

Ces réflexions me sont venues à la lecture du palpitant *Journal* du P. Martineau, relatant jour par jour, sans phrase et comme de purs faits divers, les occupations ordinaires des fondateurs de Nominique. Oui, vraiment, la terre des Laurentides, comme d'ailleurs celle de toute notre province, qui a coûté les vies de labeur des premiers colons, doit être tenue pour sacrée. *Sta, viator, heroem calcas*, demandait le poète latin: « Voyageur, arrête-toi, ici c'est un sol héroïque que tu foules. » Cette terre ne s'évalue pas au pied ni au mille carrés; elle a une valeur d'âme, elle est faite de l'énergie et de la vertu des morts.

Si les villégiateurs, que fatigue le simple voyage de trois ou quatre heures en première classe, n'y montent que pour la pêche et pour la grande nature, il convient, du moins, que les habitants, fils des anciens ou nouveaux venus tentés de se décourager, sachent ce que la conquête du sol exigea de sacrifices et ce qu'endurèrent les précurseurs. C'est une famille de la bonne moyenne, que le *Journal* nous montre à l'œuvre, ces colons mieux armés contre la misère que les trois-quarts de nos défricheurs. Et pourtant la seule mention toute sèche des

voyages entrepris avec de bons chevaux pour venir ici chercher un lopin de terre a de quoi faire frissonner les braves. Il faut méditer sur tout le sens renfermé dans une petite ligne: « Je vais à Saint-Jérôme chercher des provisions. » Il y a là-dedans un affreux voyage de cinq ou six jours par des chemins atroces — où l'on se fait tellement brasser qu'un enfant en attrape littéralement le *mal de mer* — par les chemins de colonisation d'hier et d'aujourd'hui, dans la boue au printemps, les bancs de neige l'hiver et les côtes en tous temps. Le P. Martineau signale dans son premier voyage la *Repousse*: « C'est une côte d'un mille de long (qu'il faut redescendre aussitôt). L'explorateur chargé de tracer un chemin, de Sainte-Agathe à Saint-Faustin, ayant rencontré une montagne devant lui n'a pas cru à propos de dévier de la ligne droite: il a tracé son chemin droit sur le sommet... Il nous a fallu une bonne heure pour faire ce mille, et les chevaux sont fatigués. Nous avons même dû mettre les deux chevaux en flèche pour ne pas risquer de rester en panne. La descente est si raide qu'il faut beaucoup de précautions pour éviter les accidents. »...

L'arrivée des familles Martineau au Nomingue donne une idée des conditions du voyage: le 28 mars, il faut rebrousser chemin: « Partis à 7 h., à 10 h. ils n'avaient fait qu'un mille. Chemin impraticable; à tout instant les chevaux étaient à côté, embourbés dans la neige, qui avait encore 3 ou 4 pieds de hauteur... » Le 3 avril, « les chevaux sont dans la neige jusqu'au poitrail ou à côté du chemin. Il faut les dételer sept ou huit fois pour les remettre sur le chemin. Après trois heures de ce travail nous n'avions fait qu'un peu plus de deux milles; les chevaux sont épuisés, impossible d'aller plus loin. Je me décide à décharger nos 900 livres de lard dans la forêt, au risque de le faire manger par les bêtes sauvages.

Je prends sur mon dos ma chapelle portative et tout ce qu'il faut pour dire la messe, le tout pesant bien 50 livres. Le cheval s'en va libre devant nous. C'est bien tout ce qu'il peut faire de se porter, ses jambes flageolent. »... Le 18 avril, « en beaucoup d'endroits il y a encore deux pieds de neige et même davantage... Il faut se résigner à passer la nuit dans un vieux petit chantier. On fait des lits de branches de sapin pour les chevaux, que l'on couvre de robes de buffle, car ils doivent coucher dehors. Dans le chantier, de 12 pieds carrés, il y a un poêle. On essaie de faire du feu, mais la glace du toit se fond, rendant la position encore pire. On éteint le feu et l'on s'assoit autour du poêle, plutôt mal que bien. »...

C'est après avoir lu de tels récits qu'il faut dégager l'âpre sens des chiffres datés du 4 janvier 1884: « Il y a aujourd'hui un an que je partais de Montréal pour venir dans le Nord. Depuis ce jour, j'ai fait en voyages: en voiture, 2,123 milles; en chemin de fer 288 milles; à pied 121 milles. En tout 2,532 ou 844 lieues. J'ai fait 121 milles à pied, c'est-à-dire sans voiture; mais même lorsque j'avais une voiture, j'ai beaucoup marché, peut-être encore 200 milles, soit pour soulager le cheval, soit pour me délasser ou me réchauffer. En tout, j'ai été en route 112 jours et 150 jours en voyage. Pas d'excursion de plaisir! »

Souvent il faut manger ou coucher en route. Les colons ne se font jamais payer, et ils donnent tout ce qu'ils ont: « A Saint-Faustin, pris par la pluie, nous soupions à la galette de sarrasin avec du thé sans lait ni sucre. Nous dormons tant bien que mal, étendus par terre, enveloppés dans de minces couvertures: nous n'étions pas sur la plume, pas même sur la paille. »

Souvent on abandonne une partie de la charge, on verse, on embourbe, on brise les voitures: « Chemin très mou. Plusieurs fois le cheval perd pied et s'enfonce dans la neige. Il faut dételer. Nous marchons tout le temps. le cheval en a assez de traîner sa petite charge. Nous empruntons un fanal chez un colon. A un mille et demi de Nomingue, le cheval ne peut plus avancer. On détèle, le cheval s'en va libre. On avance avec peine à cause de la croûte et des trous. L'huile manque dans le fanal. Je ne puis suivre, les jambes me faiblissent. Vital, plus vigoureux ou moins fatigué, s'en va en avant avec le cheval. Je continue seul, à tâtons, trébuchant à chaque pas. Si je mets le pied dans un trou, ce qui arrive souvent, mes jambes fléchissent, et je tombe dans la neige. »...

Telle est la vie en voyage; au chantier, les travaux sont rudes. Il faut tout créer. Mais ces durs labeurs de colonisation font les santés robustes, et après les cinquantenaires de sacerdoce du R. P. Martineau, et du mariage du *père* Vital Martineau, ainsi que les Nomininguais appellent celui qui est leur maître de poste, sous tous les régimes, depuis la fondation du village, on s'attend avec confiance à fêter les noces de diamant.¹ Il y a dans tous les coins du pays de ces solides vétérans à qui les années de misère d'une jeunesse héroïque ont fait des membres forts comme les chênes, et que la mère nature semble conserver exprès pour montrer ce qu'elle garde de vigueur à ceux qui lui ont toujours été fidèles. Aussi bien ne fallait-il jamais être malade, aux premiers jours de Nomingue; un accident de moulin vient-il

1. Le R. P. Martineau mourait d'un cancer, le 27 avril dernier, à soixante-seize ans. Sa dernière joie fut de recevoir la visite de S. G. Mgr Limoges, évêque de Mont-Laurier: c'était comme l'adieu du Nomingue. Dans son émotion d'humble religieux, le vieux missionnaire ne savait que répéter: « Que vous êtes bon, Monseigneur, que vous êtes bon! »...

frapper un homme l'on doit courir chercher le médecin à Saint-Jovite, voyage de 80 milles, et le docteur n'arrive que 23 heures après l'accident.

La vie humble ménage de beaux moments, à ces créateurs de paroisse. Le *Journal* du P. Martineau sème à différentes dates des traits bien jolis, notés d'un mot qui laisse à penser : « 25 décembre 1883. Nous avons eu le bonheur d'une messe de minuit, très pieuse et très touchante, la première depuis le commencement du monde. La pauvreté de notre chapelle rappelait vivement l'étable de Bethléem. La crèche est ornée de branches, de mousse courante, etc. Le petit Jésus a été apporté de Montréal par ma vieille mère, toute heureuse de le voir servir aux fêtes de Noël. Plusieurs cierges répandaient une douce lumière qui augmentait encore l'émotion des cœurs. On a chanté des cantiques d'une manière fort convenable. Vingt personnes en tout assistaient... Tous ont réveillé ici: agapes vraiment fraternelles. Ces souvenirs ne s'effaceront pas de longtemps.»

Le 17 avril 1884, on sonne l'angélus pour la première fois. On est allé chercher à Saint-Jérôme « la cloche donnée par la Société de Colonisation. Cette cloche du poids de mille livres était autrefois à l'église de Saint-Eustache. Elle fut bénite avec quelques autres pour les nouvelles colonies du Nord, dans l'église du Gesù. » N'y aurait-il pas là un beau geste à imiter pour répondre à la demande d'ornements d'église lancée en 1921 par Mgr Latulipe, en faveur des paroisses qui surgissent à l'Abitibi?...

« On monte la cloche sur quatre poteaux dont l'un est une grosse souche. A 6 h., elle est en place. On se met aussitôt à la sonner: chacun veut sonner à son tour. On carillonne jusqu'à 7 h. pour l'angélus. Quelles douces

émotions pour tous, nous qui n'avions pas entendu le son de l'angélus depuis plus d'un an. C'est une grande consolation pour les colons; cela rappelle le clocher paroissial, et il nous semble qu'il y a plus de vie autour de nous. »

Au cours des dates on note l'émotion qui ponctue certaines nouvelles: la rentrée des premiers foins, le premier billot scié au moulin, le premier grain battu à la batteuse, la première farine moulue, la première visite de Mgr Duhamel, accompagné de MM. les curés Labelle et Ouimet et de M. Filion, agent des terres. « Après le souper, les hommes font un feu de joie avec des sapins. A l'arrivée de Sa Grandeur, on a tiré des coups de fusil, pour remplacer la cloche que nous n'avons pas encore. M. Boileau amène un canot d'écorce qui nous servira demain pour traverser Monseigneur et sa suite. »

On voudrait tout citer: le premier mariage, « se fait sans pompe, les mariés arrivent dans un traîneau tiré par une paire de bœufs ». Les feux d'abattis brûlent de tous côtés, les colons montent, les chemins s'ouvrent, la première école est tout de suite un pensionnat des Sœurs de Sainte-Croix. On songe déjà au « Collège des Jésuites ». Une chose qui frappe, c'est la confiance apportée par le prêtre au milieu des difficultés de début. Plusieurs fois l'on note des traits frappants de protection de la Providence. N'est-ce pas tout naturel? C'est le contraire qui surprendrait.

Si les jeunes prêtres pouvaient se donner en grand nombre à ce ministère créateur des paroisses nouvelles, dès que les cantons sont prêts à concéder, faciles d'accès et secourus par le pouvoir civil, c'est deux et trois fois plus d'églises que nous bâtirions chaque année; ce serait le meilleur endiguement de notre émigration par la canalisation rationnelle des recrues qui sortent de nos ber-

ceux et qui doivent bâtir et se multiplier pour nous. Grâce à Dieu, notre race possède encore au plus haut point la vocation agricole et conquérante. La famille Martineau est un type, avec ses six générations de pionniers: le premier ancêtre défrichait une ferme à Lorette, un de ses fils s'établissait à Saint-Nicolas, un petit-fils à Saint-Esprit (de Montcalm), un arrière-petit-fils ouvrait sa terre à Sainte-Julienne, la cinquième génération se lançait hardiment dans les Cantons de l'Est, à Roxton Falls, et la sixième, le R. P. Martineau et ses frères, amenant avec eux leur vieux père qui tint à honneur de défricher encore un bout de lot à Nomingue, fut le noyau de cette colonie.

Il y a encore, dans presque toutes nos paroisses, de ces colons ou fils de colons qui ne demandent qu'à être recrutés, guidés, aidés pour redevenir bâtisseurs de pays, et qui se changent en déserteurs vulgaires, si les chefs préposés à la conduite des affaires et à la garde du peuple ne s'occupent pas d'organiser le déversement de nos surplus.

* * *

La conclusion de ces longues notes inspirées par un jubilé de fondateurs du Nomingue peut être multiple, selon qu'elle se rattache aux besoins locaux ou aux considérations générales.

Pour la région des Laurentides, nous demandons qu'on aide aux cultivateurs, dans des leçons et des fermes modèles, à tirer meilleur profit d'un sol peu généreux; qu'on enseigne tout de suite aux colons le genre de culture à adopter pour ne pas épuiser la fertilité première du sol, en lui rendant les éléments que les récoltes prennent.

Pour le besoin général de Québec et de notre peuple, qu'on prolonge la ligne de Mont-Laurier jusqu'au Témiscaming-Abitibi, le plus vaste et le plus fertile territoire où notre race puisse s'agrandir et se multiplier à l'aise, pour nous et chez nous. Mont-Laurier se trouve aujourd'hui l'extrémité d'un diocèse alors qu'il devrait en être le centre; et Montréal, le centre de la province, sera coupé de l'Abitibi, tant que la ligne directe ne sera pas construite.

LE NOUVEAU NORD: L'ABITIBI

Dieu merci, ce n'est pas l'espace qui manque, ni la fertilité des terres, dans le nouveau Nord. A l'heure même où s'ouvrait le Nomingue, Mgr Lorrain et M. l'abbé Jean-Baptiste Proulx parcouraient les alentours du lac Abitibi et continuaient leur course de mission et de confirmation jusqu'à la baie d'Hudson. Dans des récits de voyages enthousiastes, que nous relisons avec plaisir¹, M. l'abbé Proulx exalte la beauté, la grandeur et la fécondité du pays, avec des expressions qui rivalisent de force et de vues prophétiques: c'est « toute une province, tout un royaume » de bonne terre — le Nord, voilà le champ ouvert à l'activité et au développement des Canadiens français — « il sera notre domaine, la forteresse de notre nationalité! » — la zone de glaise est une « immense lisière de pays capable de nourrir des millions d'habitants. C'est le domaine de nos gens, ils n'ont qu'à le vouloir pour s'emparer de cet héritage. O Canadiens! continuez de vous avancer vers le Nord en bataillons serrés: *crescite et multiplicamini*, l'espace dans votre pays ne vous manque pas. »

« Sans doute, cette forêt lointaine ne sera pas envahie par les colons dès l'année prochaine; l'immigration s'a-

1. *A la baie d'Hudson*, Montréal, Cadieux et Derome, 1886.

vancera petit à petit, de proche en proche; mais dans cent ans la race canadienne aura étendu ses rameaux jusque dans cette partie éloignée de ses domaines, ces beaux lacs seront entourés de riches campagnes aux moissons dorées, ces rivages seront bordés de villages florissants et de villes superbes, ces eaux seront sillonnées par des bateaux à vapeur, qui écoulent les produits d'un commerce considérable. »

La prophétie de M. l'abbé Proulx est en train de se réaliser rondement. Grâce au magnifique Transcontinental de Sir Wilfrid Laurier, la conquête ne prendra pas cent ans à se faire, si l'on enlève quelques derniers obstacles à l'invasion rapide. Déjà cinquante mille âmes s'échelonnent de la Rivière-Belle à Hearst; trente églises y adorent le bon Dieu, et cinquante missions atteindront bientôt l'âge adulte. Une prophétie plus récente de Sir Wilfrid Laurier se réalisera aussi.

Dans un discours prononcé naguère à Cochrane, le chef-lieu du Nord-Ontario, le grand homme d'État se disait tout fier de contempler de ses yeux ces « excellentes terres glaises. Je sais que nous possédons ici une section de 700 milles de long par au moins 60 de large de sol argileux d'une fertilité égale à celle des provinces de l'Ouest ou aux vieilles parties d'Ontario et de Québec. La seule différence avec l'Ouest, c'est que dans le Nouvel-Ontario les colons bénéficient d'une terre boisée, ce qui constitue une grande source de profits, surtout vu que la terre se défriche beaucoup plus facilement que celle qu'ouvrirent nos ancêtres. Vous voyez que je ne suis pas un jeune homme; eh! bien, j'espère venir à Cochrane, dans dix ans, visiter une ville qui rivalisera en beauté avec celles du Saint-Laurent et des Grands Lacs. L'homme qui viendra par ici dans quelques années verra un Canada continu de la vallée du Saint-Laurent à celle de la rivière

Rouge, alors que les gens de Québec donneront la main à ceux de Winnipeg par une suite d'établissements dans un nouvel Ontario et un nouveau Québec. Quand je retournerai dans la vallée du Saint-Laurent, je serai fier de dire que nous avons, dans cette grande vallée de la baie d'Hudson, la plus magnifique partie du pays. »

Pour conquérir ces terres, il faut à tout prix y faire dériver le courant d'émigration que nous perdons actuellement. On assigne bien des causes à cette fuite de nos gens: soyons bien assurés que la principale est toujours l'impossibilité pour les cinq ou six fils de cultivateurs de se trouver des terres de prix abordables dans les vieilles paroisses. Quand ils veulent fonder un foyer, ils doivent sortir de chez eux, et c'est encore la route des États-Unis qui est la plus fleurie. Il faut enlever au futur colon toute crainte de misère et opérer le recrutement le plus efficace possible.

CONCLUSION

La conclusion de ces pages sera double, elle s'adresse au *gouvernement* et au *peuple*.

Au gouvernement nous demandons de rendre la vie du défricheur de plus en plus *vivable*, puis de lancer une propagande colonisatrice sans merci, qui fasse contre-poids à la folle réclame des salaires américains. Depuis quatre ou cinq ans, l'administration provinciale déploie un bel effort dans les cantons neufs par les routes, les ponts, les écoles et les graines de semence. La séparation des terres colonisables du domaine forestier, si elle est bien faite, par des officiers pas trop influencés par les divers moyens de persuasion des marchands de bois, qui veulent que tout soit impropre à la culture, est une heureuse réforme et l'on peut dire que la colonisation est aujourd'hui facilitée de moitié. L'on dis-

tribuera aux colons cette année une prime qui n'aura que le tort d'être trop faible: le ministère donne \$4.00 par acre défrichée jusqu'à concurrence de cinq acres, puis plus rien: chaque colon recevra donc \$20.00 en tout pour l'encourager à ouvrir un lot de cent acres. C'est trop peu; cette prime devrait se répéter pour trente ou quarante acres, ou mieux pour dix ou vingt seulement, à condition d'être plus forte, disons de dix piastres. Ce sont les premiers dix acres qui sont les plus durs à partir: c'est là que l'aide devrait être la plus forte.

Les banquets et les journaux politiques célèbrent à quatre voix la générosité du système des primes de \$4.00, qui vont coûter en 1923 \$250,000 au surplus du trésor. Peut-être; mais combien en 1924? \$10,000?... Cette année, tous les colons peuvent réclamer les \$20.00, mais l'an prochain, pas un de ces primés ne recevra un sou, et les seuls colons nouveaux auront droit à ce pactole. Y en aura-t-il cinq cents?... Supposons que cela coûte \$250,000 par année: cela représente 62,500 acres de bonne terreensemencées pour la première fois ...puis taxées! C'est 12,500 chefs de famille restés au pays, évalués en argent à \$125,000,000! On ne primera jamais trop ces conquérants-là!

Mais puisqu'on ne vit pas de primes, le vrai système d'*Aide au Colon*, serait une institution de crédit qui lui permette d'obtenir facilement les deux cents ou les cinq cents piastres nécessaires pour s'acheter un cheval, quelques bêtes et des provisions. Ce serait une honte, un déshonneur au sens strict pour un gouvernement national, dans un pays nouveau qu'affaiblit l'émigration de ses meilleures familles, qui paie millions sur millions pour attirer des étrangers au profit des autres, ce serait une trahison comparable à celle d'un général qui priverait ses troupes de munitions, sous prétexte qu'il s'y rencontre de mau-

vais soldats, que des défricheurs fussent obligés d'abandonner leur noble entreprise, parce qu'ils n'ont plus rien à manger ¹, que le gouvernement ne fonde pas de Crédit du Colon parce qu'il y aurait des colons malhonnêtes.

Ne nous effrayons pas des grands mots: le paternalisme de l'État est une chose, l'aide plus ou moins directe au conquérant du sol qu'écrase la pauvreté en est une autre. La bonne philosophie catholique de nos collègues définit en quelques mots bien clairs les deux fonctions obligées de l'État: 1° La fonction de *protection* des citoyens contre les hommes et contre les éléments: pour le colon, contre les puissantes compagnies et contre les feux de forêts;

2° La fonction d'*assistance*, à l'encontre de l'école libérale du *laisser-faire* l'initiative privée, sans intervenir.

L'école catholique = Aider à faire; l'État doit

Stimuler l'initiative privée si elle est languissante,

Compléter » » » » » insuffisante,

Remplacer » » » » » impuissante,

Encourager » » » » » suffisante.

1. *La Gazette du Nord*, d'Amos, publiait le 10 mai, un exposé fait par M. J.-O. Nadeau de l'Abitibi au congrès des inspecteurs de colonisation où nous trouvons les lignes suivantes, assez claires dans la bouche d'un employé du ministère:

« L'on peut dire qu'actuellement les trois-quarts des propriétaires de lots de l'Abitibi sont de vrais colons désireux d'ouvrir leurs lots, mais en lutte avec les nécessités de la vie. Ils sont obligés de consacrer la majeure partie de leur temps à se faire des gages dans les travaux de chemins, dans les moulins à scie, dans les chantiers. C'est ce qui explique que le travail de colonisation n'avance pas autant qu'on pourrait le souhaiter.

« Quelle est maintenant la situation financière de ces colons ?

« Elle est précaire. Quand on sait que durant les deux ou trois premières années le colon n'est pas capable de vivre du revenu de sa terre, qu'il doit même avoir une certaine somme à dépenser pour l'amélioration de ses lots, on comprend facilement que les colons s'endettent et que très souvent, ne pouvant plus se procurer le nécessaire, ils donnent leurs lots par vente à réméré. C'est ainsi que dans un seul canton, Royal-Roussillon, on compte certain marchand qui possède jusqu'à treize lots acquis de cette manière. »

Voilà un terrible réquisitoire: tant que ces lignes seront vraies et que cette situation sera possible, on ne peut se flatter d'avoir tout fait pour aider la colonisation et pour enrayer l'émigration.

C'est textuel dans la *Morale* de M. l'abbé Lortie (p. 352). Demandons au gouvernement d'*encourager*, de *compléter* l'initiative des colons déjà établis, puis de *stimuler* les gens des vieilles paroisses qui devraient aller aux terres neuves.

Le meilleur moyen de crédit semble être la Caisse populaire alimentée, soit par le gouvernement, soit par l'argent des caisses des vieux comtés. Dès qu'un groupe de colons se constitue en mission ou desserte, on devrait lui organiser une Caisse populaire, où chacun pourrait emprunter les menues sommes dont il a besoin. Un colon ne dépose pas à la Caisse: tout son travail est absorbé par son lot, qui prend de la valeur mais sans donner d'argent sonnante. La Caisse devra recevoir de l'argent, soit des vieilles caisses centralisées, soit du gouvernement, ainsi que le prône M. Jules Méline, dans son livre *Le Salut par la Terre*. Mieux vaut que le colon n'emprunte pas directement de l'État: il paiera plus sûrement ses intérêts et sa dette à une Caisse dont les officiers sont ses voisins et son curé; de plus l'usage des emprunts est plus facile à suivre et l'on sait tout de suite si l'on a affaire à un mauvais colon. Que le gouvernement voie donc à installer des Caisses populaires dans tous les cantons neufs; les milliers de piastres qu'il pourra répandre par elles dans l'œuvre du défrichement seront les fonds les mieux placés du pays. Qu'il soit bien sûr que l'opinion publique réclame toute l'aide possible au colon, en vue de garder nos gens et d'accroître notre influence. Jamais l'opinion n'a jugé qu'on fit des excès, même si des spéculateurs étrangers, chauds partisans de l'étrangement de notre race, s'agitaient pour crier au scandale. Il y a de l'argent dans les manufactures, il faut qu'il y en ait dans le défrichement. Il se produira des abus? Peut-être, et probablement: à la guerre, tous les obus

ne portent pas. On tâchera de réduire au minimum ces peccadilles des braves bâtisseurs de pays, puis on se dira qu'on en perd bien plus avec les immigrants d'Europe. Et puis, cet argent reviendra de bien des façons, en récoltes, en taxes, en trafic de chemin de fer et surtout en capital humain. Il faut faire du gaspillage d'argent pour empêcher le gaspillage de nos familles. Il faut mettre notre province en banqueroute pour sauver notre race!

Les prophètes de l'Ancien-Testament ont des pages terribles contre la négligence des pasteurs de peuples; ils lancent des menaces qui semblent bien se vérifier à la lettre chez notre pauvre race, en l'an 1923: « Malheur aux pasteurs d'Israël qui n'ont fait que se paître eux-mêmes!... Vous mangiez la graisse, vous vous revêtiez de la laine,... vous n'avez pas ramené les brebis qui s'étaient égarées, ni celles qui étaient perdues. Elles se sont dispersées faute de pasteurs; elles sont devenues la proie de toutes les bêtes sauvages... Voici que je viens aux pasteurs; je leur redemanderai mes brebis et je ne leur laisserai plus de troupeau à paître, et ils ne se paîtront plus eux-mêmes. »¹

Pour bloquer l'émigration, de même que pour activer le rapatriement, on a proposé avec raison de faire partout une campagne de persuasion morale. On peut être sûr que malgré certaines apparences les motifs supérieurs de foi et de patriotisme, appuyés sur le solide bon sens, auront encore prise sur l'esprit de notre brave peuple. Et c'est pour supprimer tout prétexte à hésitation, pour répondre net à toutes les objections de celui-ci et de celui-là, que nous demandons au gouver-

1. ÉZÉCHIEL, XXXIV.

nement de compléter sa mise en train de la colonisation par un système de prêts qui garantisse de toutes les crises et de tous les accidents. Il a déjà fait beaucoup, qu'il fasse encore un peu, presque beaucoup, et nous pourrons assurer à tous les aspirants-colons, à tous les exilés repentants, que l'avenir est facile pour tous les défricheurs d'un courage ordinaire.

Alors la propagande se fera intensive: on devra se servir de tous les journaux existants, surtout du *Journal d'Agriculture*, qui dit bien aux fermiers ce qu'ils doivent faire de leurs abeilles, de leurs chevaux, de leurs pommes et de leurs poules, mais pas de leurs fils! On devra afficher les terres neuves partout, sur les clôtures, sur les hangars de villages, sur les granges du long des routes, comme on annonce les cirques. On devra imprimer des feuilles volantes et des séries de cartes postales sur les deux manières, la bonne et la mauvaise, d'établir ses fils, et l'on enverra de ces illustrés dans toutes nos écoles, pour que les enfants les répandent dans toutes nos familles; il ne faut pas attendre que les cultivateurs sollicitent des informations: ceux qui en ont le plus grand besoin seront les derniers à les demander. Les excursions de colons recommencent, c'est parfait. Il faut les multiplier, en faire venir même des États-Unis.¹ Si l'on

1. *Le Droit* (28 juin) annonce que sur les 123 cultivateurs qui ont profité de la récente excursion à l'Abitibi 101 prolongent leur séjour pour se choisir des lots ou se renseigner davantage. Des 22 autres, 18 retourneront bientôt s'y établir avec leurs familles. Tous ces visiteurs furent émerveillés du sol, de la facilité du défrichement, de la qualité des routes: ils seront désormais des agents-recruteurs zélés. Souhaitons que les chemins de fer nationaux facilitent encore plus ces visites: ce sera tout profit pour lui. Souhaitons aussi qu'on ouvre une lisière de paroisses entre La Reine, P. Q. et Cochrane, Ont.; les trains ne feraient plus un trajet de trois heures dans le bois sans recueillir pour une piastre de billets. Vingt paroisses établies là donneraient des revenus et diminueraient d'autant le déficit du Canadien-National.

peut gagner aux terres neuves une famille par vieille paroisse, le recrutement deviendra automatique. Préparation des cantons neufs, aide aux colons, puis propagande à jet continu et sur toutes les gammes, voilà ce qu'on doit demander au gouvernement.

Quant au peuple, aux bonnes familles rurales, affligées de mauvaises terres ou de dettes, il faut leur montrer comment se procurer deux, trois ou quatre fermes nouvelles, plus fertiles que l'ancienne, qu'on aura vendue. Nos Canadiens sont aventureux, ils aiment le changement; ils sont fatigués de la culture peu rémunératrice, sur une terre trop petite, sale ou mal située: qu'ils s'en défassent, mais pour aller tenter fortune sur des terres neuves et non dans l'exil. Avant de sauter, il faut regarder non seulement le lieu qu'on laisse, mais surtout celui où l'on tombe!

Les salaires sont reluisants là-bas, mais la vie coûte cher, et il y a bien des automobiles pas payées, qui ruinent leur homme. L'on paye double taxe pour les écoles et les enfants apprennent le français comme ils peuvent. L'on n'est pas chez soi comme avec les compatriotes de la vieille province, les Canadiens se sentent étrangers, dédaignés: ce sont des immigrés, comme ici les Polonais, les Ruthènes, les Bulgares et les Italiens. En dehors de quelques connaissances qui les ont attirés pour se désennuyer elles-mêmes, ils n'ont pas d'amis, ils entendent partout de l'anglais et ils s'ennuient. Les enfants, qu'on veut rendre bons Américains, dépassent souvent les calculs, et l'on regrette alors de n'avoir pas bravé quelques mois de temps dur au Témiscamingue-Abitibi ou ailleurs pour établir tous ses fils sur des lots voisins, et travailler en même temps pour sa famille,

sa patrie et son Dieu. ¹ Parfois des questions de mariages mixtes et de périls d'âme ignorées ici se posent là-bas et provoquent des soupirs et des *si j'avais su* qui font vieillir, mais qu'on ne raconte pas à ses parents du Canada.

L'argent sonnante ne fait pas le bonheur, et les bonnes joies familiales qu'on goûte chez nous et dont l'expression populaire dit qu'on ne donnerait pas cela pour mille piastres sont un capital inconnu dans l'exil. Et même au point de vue piastres, pour deux Franco-Américains qui ont

1. Qu'on me permette de citer textuellement les principaux passages d'une lettre pleine de saveur, d'un bon colon, d'un Franco-Américain rapatrié, qui montre bien ce qu'une forte réclame de colonisation pourrait nous ramener de compatriotes de là-bas:

Falardeau, Ont., 19 février 1922

...« Nous sommes toujours joyeux et toujours contents d'être rendus par ici, dans une si belle vallée. C'est bien *planche*, le sol est bon à la culture. Nous sommes arrivés le 10 mars 1921 et nous avons fait de la terre et ensemencé 25 minots d'avoine et 8 minots de pois et 15 poches de patates, 2 bols à thé de blé-d'Inde, 100 pieds de tomates, 200 pieds de tabac, des fèves pour notre provision pour manger en vert, etc., tout ce qu'un jardin peut donner. L'année a été d'une grande sécheresse partout et nous nous en sommes sentis comme les autres, mais on ne pensait pas d'avoir autant. Il faut remarquer que le guéret du printemps n'est pas bien bon: nous avons récolté 300 minots d'avoine, 60 minots de pois, 200 poches de patates, 30 livres de tabac, 10 poches de tomates mûres, un minot et demi de blé-d'Inde... A l'automne, ils ont fait et labouré 30 acres prêtes à semer, et le feu de l'été dernier nous a fait de la terre comme trois hommes qui auraient travaillé trois mois...

« Je remercie le bon Dieu à tous les jours de nous avoir conduits à une si belle place d'avenir. Notre ferme a 174 acres de grandeur, pas un pouce de perte, *planche* comme une carte, située en face de l'église, il n'y a que la rivière qui nous sépare: l'an dernier en semant nos patates, on pouvait répondre au chapelet du mois de Marie et on voyait le prêtre à l'autel. Pour ainsi dire, nous sommes dans les mieux placés; c'est une chance spéciale que nous avons eue. Cette année nous allons nous construire une grange de 72 pieds par 36.

« Autre chose dont je n'ai pas parlé, c'est qu'il ne faut pas penser qu'au corps, il faut penser à l'âme. A Woonsocket, les enfants passaient devant l'église, ils n'allaient pas aux vêpres. Ici, s'il n'y en a pas, ils s'ennuient des vêpres, voyez la différence. Nous ne restons qu'à cinq minutes du village et ils n'y vont pas de la semaine; cela vaut plus que tout le reste.

...« J'oubliais de vous dire combien de temps nous avons été dans les États: cinq ans et demi. Pour nos enfants, ils sont toujours contents et bien encouragés, tous gros et gras et ça mange comme des ours. On prie que vous nous envoyiez des colons. »

Votre tout dévoué,

Cézaire LAMBERT

fait fortune on peut montrer cent Canadiens qui n'ont rien eu à abdiquer pour arriver au même résultat, tandis qu'aux États-Unis, comme ici, la masse gagne tout simplement assez pour vivre. D'ailleurs, fût-il absolument vrai qu'on va faire fortune chez les Américains, est-ce qu'on troque sa patrie pour un plat de lentilles ? Est-ce que des centaines de mille Français de France vont se germaniser en Allemagne pour cinq piastres de plus par semaine ?

Il est humiliant pour le bon sens d'avoir à démontrer certaines vérités qui ne se prouvent pas d'ordinaire, qui se sentent, qui sont en nous, comme par exemple la nécessité de préférer, d'aimer son pays: prouve-t-on à un enfant qu'il doit aimer sa famille, sa mère ?

S'il y eut un temps, vers 1860 ou 1880, où les Canadiens étaient très excusables de quitter le Canada et de n'y pas chercher d'avenir dans la colonisation, ce temps n'est plus et il ne reviendra plus.

Que toutes les forces de la nation s'unissent donc pour rendre la vie facile aux défricheurs, puis pour recueillir et transplanter chez nous les surplus des vieilles paroisses avant qu'ils ne se perdent: il faut que nous soyons plus de trois millions dans Québec au recensement de 1931. Que ce soit notre mot d'ordre.

FAITS SOCIAUX

Vue d'ensemble sur l'Abitibi¹

Au moment où des centaines et des milliers de nos compatriotes songent à profiter des excursions organisées par le Ministère de la Colonisation pour venir s'établir dans l'Abitibi, nous croyons à propos d'exposer sommairement l'état actuel de cette région.

La population est d'environ seize mille âmes, peut-être dix-sept mille en comptant celle des postes d'industrie forestière qui se trouvent entre Doucet et Parent, mais cette dernière est peu sédentaire. Cependant, Escalona est en passe de devenir un établissement permanent, et il pourrait bien y en avoir d'autres semblables dans la même section. De la rivière Bell à la frontière d'Ontario, sur une distance de cent vingt milles, quinze paroisses sont organisées avec curés résidents. Il y en a douze ou quinze autres en voie de formation, avec des cadres assez bien définis, constituant déjà dans plusieurs cas des missions régulières. Telles sont: Sainte-Jeanne d'Arc, Palmarolle, Poulariès, Macamic-Nord, Launay, Saint-Mathieu d'Harricana, La Morandière, Berri et Trécesson, Dalquier et Béarn, etc. Il y a peu de terres de la Couronne à concéder dans les paroisses les plus développées, comme La Reine, Dupuy, La Sarre, Macamic, Privat, Amos, Landrienne, Figuery, Goulet et Senneterre. Mais il y a toujours un certain nombre de propriétés privées à revendre, et il y a surtout sur les confins de ces paroisses, dans les missions que nous avons énumérées plus haut, des centaines de bons lots du Gouvernement que l'on peut acheter au prix actuel de soixante centins l'acre. Tout fait croire d'ailleurs que ces missions seront devenues de véritables paroisses d'ici trois ou quatre ans.

Le climat permet la culture mixte avec succès: la preuve en a été faite surabondamment. Cependant, dans la période de douze ans qui se sont écoulés depuis l'ouverture de la région, il y a eu deux années dans lesquelles la sécheresse a compromis, ou plutôt diminué considérablement la récolte de foin. Il se peut que la présente année doive entrer dans la même catégorie. Quand les terres auront été cultivées quelques années et mieux ameublies, elles sentiront moins les effets des saisons sèches qui pourront survenir. Les résultats notés par l'agronome du district dans les cinq dernières années montrent que le sol de l'Abitibi vaut celui du reste de la province au point de vue agricole. La récolte a été évaluée à un million de dollars l'an dernier, ainsi que l'année précédente.

1. *La Gazette du Nord*, 14 juin 1923.

Le déboisement des terres a donné naissance à une industrie forestière considérable. Il y a plus de soixante scieries en activité, dont quelques-unes très considérables, comme celles de Beauchemin & Fils, de Frank Blais, de la Cie des Bois du Nord, à Amos, de la Pontiac Lumber et de la Lois Lumber, à Macamic. La production de bois de sciage a été d'environ cinquante millions de pieds par année depuis 1919. La production de bois à papier a déjà dépassé cent mille cordes par année, mais elle est en moyenne de soixante-quinze mille cordes. On coupe aussi deux à trois cent mille dormants de chemin de fer par année, et quelques millions de lattes.

Le Gouvernement de la Province dépense quatre à cinq cent mille piastres par année pour la construction des chemins, des ponts, des écoles et les autres travaux publics. On s'efforce de donner des chemins aux colons à mesure que les lots sont concédés. Les concessions se font par groupements, ce qui facilite la tâche de fournir les chemins nécessaires. L'organisation scolaire est déjà très avancée, et partout où les colons peuvent former un arrondissement scolaire, ils obtiennent une école, dont la construction est aux quatre-cinquièmes payée par le gouvernement.

La colonisation se fait donc dans des conditions plus avantageuses que jamais auparavant. La population augmente constamment. Il y a un arrêt en 1921-22, causé par la crise du commerce et de l'industrie du bois, mais la reprise des affaires semble devoir ramener à brève échéance la prospérité générale et un progrès encore plus accentué que dans le passé.

Les découvertes minières qui sont à l'ordre du jour dans la zone rocheuse qui se trouve au sud du Transcontinental, juste à la lisière de nos cantons agricoles, va stimuler les affaires, en créant de nouveaux centres industriels offrant du travail aux ouvriers et des marchés avantageux aux cultivateurs.

L'Abitibi possède des ressources naturelles abondantes et d'exploitation facile, grâce à notre chemin de fer Transcontinental et à nos voies navigables, qui favorisent l'industrie forestière et permettent la pénétration aisée dans nos cantons miniers. La plus grande partie de nos terres sont d'un sol fertile qui promet les plus beaux résultats à ceux qui savent cultiver.

La province de Québec a le devoir de ne pas méconnaître la valeur de cette partie du domaine national. Il faut que l'entreprise privée seconde les efforts du gouvernement. Nos colons font leur part libéralement et généreusement; que le reste de la province les soutienne en leur envoyant les renforts nécessaires pour compléter la conquête de cette immense région, capable de faire vivre un million de compatriotes.

(Hector AUTHIER)